

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

AUJOURD'HUI
En pages 4 et 5 :

Notre reportage sur les Vosges

- La restructuration bat son plein
- Pourtant on lutte
- Un gros problème : l'«emboussacment»
- Une faible syndicalisation

Editorial

Par Yves LEPIC

Divisions dans la bourgeoisie Luttes des travailleurs

En septembre 1977, c'est la rupture entre les trois partis signataires du Programme commun. Peu après, c'est les invectives entre Chirac et Giscard. Fin décembre, présentant une victoire possible de la coalition au pouvoir, la direction contédérale de la CFDT se prépare à négocier avec les gens en place, tout en appelant à voter à gauche.

Depuis, cela ne s'est pas arrangé, bien au contraire. Entre Giscard et Chirac, rien ne va plus. Divers faits viennent le confirmer. Il y a l'affaire du budget de la police parisienne que Chirac a refusé de financer. Il y a l'affaire Boussac où Chirac prend ouvertement parti pour le « canard boiteux » contre Giscard et Barre. Il y a la politique sociale où Chirac appelle à des « réformes audacieuses ». Autant de faits qui témoignent de la rivalité croissante entre des deux forces réactionnaires de la bourgeoisie, en désaccord sur la manière d'exploiter les travailleurs.

A gauche, Marchais n'a toujours pas de stratégie de rechange : il se contente de cartonner tant et plus le PS responsable selon lui de l'échec de la stratégie d'Union de la gauche, coupable de « virage à droite ». L'union du peuple de France et la victoire électorale restent la seule perspective que doivent préparer les luttes d'aujourd'hui. Mais cette perspective s'est éloignée, aussi le langage est-il moins celui de futur ministre et plus celui d'homme de l'opposition.

Le PS, lui, cherche de plus en plus à montrer sa bonne volonté à Giscard et son franc désir de dialoguer avec lui : c'est la voie vers laquelle il semble s'orienter pour accéder au pouvoir, non sans remous internes d'ailleurs.

Mais tant au PCF qu'au PS, l'unité de pensée et d'action n'est pas de mise. Le PCF doit faire face à plusieurs courants contradictoires et à la grande volonté de lutte des militants ouvriers qui veulent sincèrement en découdre avec les capitalistes, contre le plan Barre. Au PS, la course à la succession est déjà bien lancée et les requins affûtent leurs dents. De plus, là aussi, nombre de militants remettent en cause la passivité de leurs dirigeants dans la lutte quotidienne.

Les divisions entre les partis de gauche et au sein des partis de gauche ont des répercussions profondes sur les syndicats et les tactiques différentes des confédérations.

C'est ainsi qu'on a pu voir la CGT durcir son langage et suivre le mouvement des travailleurs tandis que la confédération CFDT a tendance à observer une attitude pour le moins attentiste.

L'une et l'autre continuent toutefois à participer à la concertation de Giscard (une réunion prévue par jour entre syndicats et patrons au siège du CNPF !), politique désavouée avec force par les luttes engagées ces temps derniers par les travailleurs.

Tous les remous politiques actuels sont bel et bien liés à ces luttes qui ont porté de rudes coups à la politique de concertation de Giscard-Barre et témoignent de la volonté de s'opposer fermement aux mesures antiouvrières.

La lutte de la classe ouvrière, l'organisation des travailleurs et la reconstruction de leur unité sur de solides bases de classe, c'est cela avant tout qui est à l'ordre du jour.

La « démocratie tranquille » de Giscard, c'est :

- Les CRS à Renault
- Le blocage des salaires aux Arsenaux
- L'expulsion des immigrés

La conférence de presse du chef de l'Etat français, si elle comportait beaucoup de questions, n'a ressorti au niveau des réponses que les vieilles ficelles usées, ressassées indéfiniment par les gros bonnets de la finance.

Si Giscard est apparu plus serein et moins cynique que son lourdeau de Premier ministre, c'est évidemment la même po-

litique économique et sociale qu'il a mise en avant. Chacun a sa besogne pour faire avaler au « bon peuple » la pilule amère de l'austérité et du chômage, ce remède de charlatan qui est la panacée du monde capitaliste.

La pilule, label Giscard, doit avoir aussi un pouvoir soporifique : faire apparaître la vie en rose pour l'an 2 000...

Giscard, en conteur des

Mille et une nuits ! En attendant, serrez-vous la ceinture. Et pour passer vos angoisses de licenciement, prenez le bon grog de la concertation, de la palabre autour du tapis vert ! Un nouveau menuet auquel sont conviés les leaders de l'opposition est prévu à l'Elysée d'ici juillet.

Et si vous n'êtes toujours pas content avec tout ça, c'est que vous êtes un agitateur professionnel !

Giscard, qui se veut un grand homme, a rappelé ce qu'il appelle « ses deux objectifs constants » : « Faire de la France une démocratie paisible et réfléchie, faire de la France une puissance qui soit en dehors des deux superpuissances, à la tête des pays qui conduisent l'évolution de notre temps ».

Tout un poème !
(Voir article page 8)

● Arsenaux de l'Etat

La grève s'étend

Force ouvrière a appelé mercredi les 85 000 ouvriers des arsenaux et manufactures de l'Etat à cesser le travail pour une durée indéterminée.

La Fédération FO des travailleurs de l'Etat avait quitté la commission paritaire réunie au ministère de la Défense nationale en compagnie de la CGT et de la CFTC pour protester contre le refus du ministère de maintenir l'alignement des salaires dans les arsenaux et manufactures sur ceux de la métallurgie parisienne.



(Suite page 8) 8 000 travailleurs des arsenaux manifestaient mercredi à Brest.

La lutte des pays du tiers-monde contre l'impérialisme

Ce qu'a fait le Zaïre (4)

Que montre l'histoire du Zaïre depuis l'indépendance ?

Dans les trois éditions précédentes, nous avons exposé les faits montrant comment la bourgeoisie zaïroise tentait de réduire l'influence des monopoles étrangers.

Aujourd'hui, il s'agit de voir les raisons des reculs et des progrès de cette politique et d'essayer d'en tirer les leçons.

Par ailleurs, nous faisons aussi un bref rappel historique (voir l'encadré).

Si nous examinons ce qui s'est passé au Zaïre depuis l'indépendance, nous voyons que le gouvernement de Mobutu s'oppose à l'impérialisme mais avec bien des hésitations, des reculs, avec une incapacité à aller jusqu'au bout.

UNE BOURGEOISIE HÉTÉROCLITE

Mobutu doit composer avec les diverses forces qui interviennent dans le pays. Parmi ces forces, il y a la bourgeoisie zaïroise. Une bourgeoisie qui est loin d'être monolithique. Il existe des éléments liés à l'impérialisme, la bourgeoisie compradore, et des éléments qui luttent pour une indépendance nationale effective.

Ce fait explique en partie les reculs opérés par Mobutu lors des graves crises l'opposant à l'impérialisme belge, notamment face à l'intransigeance du monopole de l'extraction du cuivre, l'Union minière.

Ce n'est pas la seule contradiction qui existe dans le pays. Celle qui oppose la bourgeoisie au peuple est aussi fondamentale pour apprécier ces événements. En effet, nous avons vu Mobutu aller négocier avec l'impérialisme belge après avoir proclamé la quasi-nationalisation du monopole de l'extraction du cuivre, l'Union minière, négociations qui ont abouti à un recul par rapport à la première attitude. Pourquoi un tel recul ?

Avoir une attitude réellement conséquente voulait dire : tenir tête beaucoup plus longtemps, c'est-à-dire connaître des difficultés économiques considérables pendant un temps. Pour agir de cette manière, il fallait mobiliser le peuple. Or, comment peut-on mobiliser un peuple contre des exploiters quand, soi-même, on agit de même, on instaure un régime anti-populaire ?

De même, lors de l'agression soviéto-cubaine cette année, Mobutu a préféré faire appel à l'aide des pays occidentaux plutôt

que d'armer le peuple.

LA NATURE D'UNE BOURGEOISIE DANS UN PAYS DU TIERS MONDE

Derrière cette attitude, la même raison : la bourgeoisie d'un pays du tiers monde lutte contre l'impérialisme afin d'exploiter elle-même les richesses du pays. En donnant au peuple les moyens de lutter efficacement contre l'impérialisme, elle craint pour ses propres intérêts.

Cependant, sous la pression des masses et des éléments de la bourgeoisie nationale, Mobutu est amené à prendre des mesures allant à l'encontre de l'impérialisme.

Nous devons appuyer toutes ces mesures et si ces éléments de la bourgeoisie nationale prenaient une part plus importante dans la vie du pays, ce serait un fait positif car cela permettrait une avancée beaucoup plus importante dans la voie de l'indépendance.

VERS UN ACCROISSEMENT DU RÔLE DES MASSES POPULAIRES

Cependant, il faut toujours avoir en tête un fait, c'est que, de toute manière, seule la prise du pouvoir par le peuple permettra d'entraîner une politique anti-impérialiste totalement conséquente.

Aujourd'hui, au Zaïre, la réalité est toute autre : aucune force à l'heure actuelle n'est capable d'organiser le peuple dans ce sens, même s'il existe déjà des marxistes-léninistes zaïrois, ce qui est riche de promesses pour l'avenir. Récemment, les luttes du peuple zaïrois se sont développées contre un état de misère entretenu par la dépendance du pays à l'égard de l'impérialisme et auquel participe bien sûr le régime de Mobutu. L'opposition de ce régime à cette dépendance est comme nous l'avons vu conséquente mais ce n'est pas pour autant que les Russes et leurs valets sont bien vus dans le pays. La lutte contre l'impérialisme et ses appuis principaux responsables de leur oppression, verra, on peut en être sûr, les masses populaires prendre un place de plus en plus grande au Zaïre.

Evelyn LE GUEN

QUELQUES DATES MARQUANTES

1960 : L'indépendance du Zaïre est proclamée. La Belgique organise aussitôt la sécession du Katanga (ex-Shaba) afin de détenir la région où sont produites les richesses du pays (essentiellement le cuivre).

1965 : C'est la fin de la sécession, l'échec de la politique de l'impérialisme belge. Mobutu prend le pouvoir en novembre 1965.

1966 : Une série de mesures est prise restreignant le pouvoir aux monopoles étrangers. L'Union minière, qui détient le monopole de l'extraction du cuivre, refuse. Le 31 décembre, elle est pratiquement na-

tionalisée.

1967 : L'impérialisme belge organise alors un véritable blocus économique à l'encontre du Zaïre. En avril, Mobutu est amené à signer un compromis boiteux. Un compromis qui gêne toutefois la Belgique qui organise une nouvelle sécession. C'est encore un échec.

1971 : Le gouvernement zaïrois nationalise tout le secteur bancaire et prend diverses mesures visant à prendre plus en main l'économie du pays.

1973 : Le Zaïre rompt toute relation avec Israël et reconnaît l'OLP.

1974 : Mobutu, après avoir axé sa politique

extérieure vers les pays africains voisins, se tourne vers l'Asie ; la même année, il reconnaît la Chine, la Corée du Nord, le FUNK (Cambodge), le FNL et le GRP (Vietnam). Une politique qui provoquera une réaction américaine.

A la fin de la même année, est mise en place la « zairianisation ». Des entreprises étrangères passent aux mains de la bourgeoisie zaïroise et de l'Etat. Nouveau conflit avec la Belgique.

1975 : Nationalisation totale de l'Union minière. L'impérialisme américain, mécontent de la politique tant étrangère qu'intérieure du Zaïre, fomenta un coup

d'Etat. C'est un échec.

1977 : C'est la première agression perpétrée par l'URSS par l'intermédiaire des mercenaires entraînés par les bons soins des Cubains en Angola. Au bout de 80 jours de guerre, cette offensive se solde par un échec.

1978 : Au mois de mai, 4 000 mercenaires à la solde des Russes reviennent au Zaïre. Mobutu fait alors appel aux pays occidentaux et particulièrement à la France pour faire face à l'agression. Aujourd'hui, des contingents africains (Marocains, Togoais, Sénégalais, etc.) prennent la relève.

• USA

13 millions deux cent mille jours de grève en 3 mois !

Malgré les efforts désespérés du patronat et des bureaucrates des syndicats jaunes, la classe ouvrière américaine continue à développer les mouvements de grève depuis le début de l'année.

En comptant la grève-record des mineurs, au début de cette année, les grèves ouvrières aux USA, dans les usines et les mines, ont entraîné, dans les trois premiers mois de l'année, un total de 13,2 millions de jours de travail perdus pour les patrons. C'est beaucoup plus que n'importe quelle autre période depuis 1950 et c'est seulement la troisième fois en trente ans que le chiffre du million est dépassé en un trimestre.

Ce chiffre apparaît d'autant plus élevé si on considère que cette année n'est pas une année de renégociation des contrats syndicaux et que, d'autre part, le premier trimestre de chaque année est traditionnellement une période faible pour les grèves.

Il est également significatif de voir que ces grèves arrivent alors que le gouvernement, en accord avec le patronat, est en train de tenter de mettre en place un plan de « stabilité » du travail et d'accords anti-grève avec les entreprises.

En fait, la grève de cent-dix jours des 160 000



Les mineurs américains réclamaient, entre autres, l'égalité des pensions de retraite au niveau le plus haut ainsi que l'abolition de la loi sur la réquisition des mineurs.

mineurs du charbon fut une contre-attaque puissante, dans une situation où de moins en moins de grèves sont lancées par les bureaucrates syndicaux.

Le nombre extrêmement élevé de grèves depuis janvier apparaît pourtant en contradiction avec le fait qu'il n'y a eu en tout que 1010 arrêts de travail soit 363 de moins que dans n'importe quelle autre année depuis 1966, à la même période. On peut en conclure qu'il n'y a pas eu de véritable éclatement des mouvements, mais plutôt des luttes plus

longues et plus dures, entraînant plus de travailleurs dans chaque lutte amenée à se développer, à la fois contre le capitalisme et contre leurs hommes à la tête des syndicats.

D'après les récents tableaux du bureau américain des statistiques du Travail, les grèves incluant plus de 5000 travailleurs forment 78 % des jours de travail perdus par les patrons. Les tableaux de l'an dernier montrent que la moitié des grèves de 1977 ont duré plus de quinze jours. Depuis le début de cette année, à côté de la

grande grève des mineurs qui totalise, à elle seule, 2,8 millions de jours perdus, la longue grève à la Mac Donnell Douglas, dans le secteur stratégique de l'aviation, a compté pour plus de 200 000 journées perdues.

Ces batailles contre le pouvoir capitaliste sont un terrain d'essai pour la résurgence inévitable des mouvements de grèves aux États-Unis. Ces mouvements sont bien partis pour rejeter les effets de la crise économique qu'avec l'aide des réformistes et des révisionnistes le pouvoir veut faire payer aux travailleurs.



L'affrontement est ouvert !

«Travailler, épargner, innover, exporter. Tout le reste est bavardage» déclare Barre au journal «Les Echos»

A propos

La voie de Renault et de l'arsenal de Brest

Tout comme la grève de Renault, la grève de l'arsenal de Brest touche un point sensible du capitalisme monopoliste d'État. Renault est une entreprise nationalisée, un monopole d'État, directement tenu en main, géré et dirigé par l'État capitaliste. Pour l'arsenal de Brest, lié à la Défense nationale, cette réalité est encore plus flagrante.

C'est donc au cœur même du capitalisme français que la classe ouvrière de notre pays frappe, quand le travail arrête à Renault ou à Brest. Renault, comme l'arsenal de Brest sont des secteurs de pointe de l'économie capitaliste, ce que le capitalisme a fait de plus perfectionné pour étendre sa domination : le capitalisme monopoliste d'État, des entreprises tenues en main par l'État lui-même et liées aux grandes banques d'affaires, elles aussi attachées à l'État.

C'est aussi dans de telles entreprises que la concentration ouvrière est la plus grande. Autant de faits qui donnent à ces deux luttes un relief particulier. Elles illustrent bien la volonté de lutte de la classe ouvrière, sa détermination à affronter quand il le faut l'appareil d'État, ses ministres-patrons et ses flics gouvernementaux.

Quand le ministre-patron de l'arsenal de Brest, Bourges, a déclaré qu'« aucune progression salariale n'est envisagée pour les ouvriers d'État, et ce, jusqu'au rétablissement de l'économie », quand le négociateur gouvernemental a précisé qu'il n'était pas venu « pour négocier mais pour faire part des décisions prises », toute la politique de concertation montrait son vrai visage.

Les faits prouvaient, une fois de plus, à l'arsenal de Brest mardi, comme à Renault quelques jours avant, que l'on ne pouvait au fond rien attendre de la politique de concertation lancée par l'État-patron, des négociations à froid. La masse des travailleurs de l'arsenal de Brest prenaient la même décision que ceux de Renault : ils votaient la grève illimitée.

Quant aux directions syndicales CGT, CFDT et FO, elles ne pouvaient que quitter la table des négociations sans avoir rien obtenu. La CFDT restait à « discuter » avec le ministre, ou plutôt à écouter les décisions gouvernementales.

A Brest comme à Renault, les ouvriers l'ont bien compris : négocier pour ne rien lâcher, c'est cela la politique de concertation de Barre.

A Brest comme à Renault, la politique « d'ouverture » du plan Barre III vient d'en prendre un coup !

« Il faut travailler, il faut épargner, il faut innover, il faut exporter. Tout le reste est bavardage ». C'est au nom de cette politique définie au cours du dîner-débat du journal économique patronal « Les Echos », mardi, que Barre a envoyé les CRS contre les grévistes de Renault.

Barre a résumé, à cette occasion, sa politique en trois principes :

— Premier principe : « L'avenir de la France ne se conçoit pas en dehors de sa participation aux échanges internationaux ». Cela suppose que l'industrie française devienne concurrentielle sur le plan international et que les secteurs ou les usines non-concurrentielles disparaissent. Pour illustrer cette loi capitaliste de la concurrence et des profits maximum, Barre a pris l'exemple du bâtiment.

A la question : « La réduction des crédits de l'État a provoqué du chômage dans le bâtiment et les travaux publics », il a répondu : « Il faudra adapter les structures de cette industrie aux nouvelles conditions économiques ». Ce qui entraîne que le gouvernement refuse les crédits aux entreprises qui ne pourraient pas, selon le plan Barre, s'adapter à la concurrence. Ces usines ferment, c'est le chômage et les licenciements.

Barre précise : « Les grandes entreprises (disons :

les grands monopoles — NDLR) trouvent en effet à l'exportation une compensation. Mais les petites entreprises qui sont déjà exposées à la concurrence sur le marché intérieur n'ont pas la surface nécessaire

des prix de revient qui n'excèdent pas nos prix de vente ».

Pour arriver à cela, que fait le grand patronat ? Il restructure et il licencie encore, il rentabilise et il augmente les cadences, il bloque les salaires tandis que Barre libère les prix.

— Troisième principe : « Il n'est pas possible n'im-



Le serviteur zélé des monopoles sur les plateaux de la télévision.

pour travailler à l'exportation ».

Cynisme du capitalisme : là où il n'y a pas de profits juteux en vue, on laisse tomber, quelles que soient les conséquences sociales.

— Deuxième principe : « C'est que nous devons avoir dans tous les domaines

porte où et surtout n'importe quand et dans une conjoncture internationale telle que celle où nous nous trouvons, de distribuer ou de répartir plus que ce que l'on produit ».

Comme c'est de répartition des revenus qu'il s'agit ici, c'est bien une politique

ouverte de blocage des salaires que préconise et applique le gouvernement. A cette politique des salaires est jointe une politique de libération des prix, donc d'augmentation.

BARRE VEUT L'AFFRONTEMENT

Cette politique ouvertement antipopulaire a déjà suscité des réactions claires : les luttes de la RATP, de Boussac ou des hôpitaux et, bien sûr, les grandes grèves de Renault ou de l'arsenal de Brest.

Quelle est la réaction de Barre ? « Il n'est pas possible de pratiquer le compromis habile ni la complaisance facile. Il faut de temps à autre accepter quelques scories et laisser passer quelques fantaisies (fantaisie... que la grève de Renault ou de Brest ! — NDLR). Mais pour l'essentiel, il faut que le cap soit fixé et tenu ».

Conséquence pratique : appel à l'effort, refus de négocier et de prendre en compte les revendications : « Il faut travailler, il faut épargner, il faut innover, il faut exporter. Tout le reste est bavardage ».

Sans doute, est-ce ce qu'ont bien compris les grévistes de Renault, de Brest ou d'ailleurs. Fini le temps des bavardages sur les « problèmes sociaux ». Barre veut l'affrontement

Contre le gouvernement Giscard-Barre

Pour sortir de l'impasse des partis de gauche

Lutter dans l'unité,

S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



Qui menace la paix aujourd'hui ?

« Le monde est entré dans une période de guerre fraîche ».

Voilà ce qu'a déclaré récemment Brejnev lui-même à Prague, à l'ombre de ses chars qui, dix ans après, occupent toujours la Tchécoslovaquie. Il y a pourtant longtemps qu'Américains et Russes s'efforcent de convaincre de la consolidation d'une prétendue détente dans le monde. Mais ils sont eux-mêmes obligés d'aller à l'encontre des belles paroles déversées aux conférences d'Helsinki et de Belgrade.

La multitude de conflits locaux qui s'allument ici ou là dans le monde n'est-elle pas de plus en plus inquiétante ? Aux yeux de maints travailleurs notamment des plus anciens, elle évoque la situation qui existait dans la période précédant les deux premières guerres mondiales ; et l'ampleur de la course aux armements ne peut plus être cachée ainsi que la menace qu'elle fait peser sur l'indépendance et la

sécurité des pays petits et moyens.

Qui est responsable de cette situation troublée ? Qui menace aujourd'hui l'indépendance nationale de notre pays ? Comment et contre qui défendre la paix ?

A ces questions essentielles pour notre avenir, que répond la direction du PCF ? Dans un passé pas si lointain, elle a participé bruyamment au chœur vantant les charmes et l'irréversibilité de la « détente » dans le monde. Mais une telle position n'est plus guère tenable. Alors, elle se risque à parler des « dangers » de la situation internationale. Mais pour les imputer unilatéralement à l'agressivité de l'impérialisme US et de sa politique « atlantiste », et prôner le « désarmement général » sous prétexte que « le désarmement est l'affaire de tous ». Et les colonnes de l'« Humanité » sont toujours assez largement ouvertes aux thèses soviétiques sur ces

questions, celle-ci étant toujours présentée comme entraînée contre son gré dans la course aux armements pour maintenir son potentiel défensif face à l'agressivité US.

C'est une toute autre réalité qui ressort de la tribune que constitue l'actuelle session de l'ONU sur le désarmement. Les révélations et dénonciations qui s'y succèdent de la part des petits et moyens pays sont tournées contre une double cible, l'URSS et les USA, dont la commune prétention à dominer le monde est la cause essentielle des menaces qui pèsent sur la paix.

Qu'on en juge : sur les 2 000 milliards de dollars dépensés chaque année dans le monde en matière d'armements, le tiers est imputable à l'URSS, un autre tiers aux USA, le dernier tiers étant partagé, certes inégalement, par les cent-cinquante autres pays existants.

A elles deux, elles mono-

polisent 72 % de l'ensemble des ventes d'armes dans le monde et 90 % des explosions nucléaires effectuées.

Et l'URSS, sur bien des points, est à l'offensive par rapport aux Américains.

Les deux tiers des milliers de satellites militaires qui encombrant l'espace sont soviétiques. 700 000 soldats soviétiques sont basés hors de leur pays (contre 400 000 Américains). Elle dépense chaque année vingt milliards de dollars de plus que les USA pour son budget militaire. Et ne retrouve-t-on pas sa marque, comme celle des USA, dans tous les points chauds du monde, en Afrique, au Proche-Orient, en Asie, en Europe ? Dans ce dernier continent, l'essentiel de ses troupes et de ses missiles nucléaires ne sont-ils pas massés aux frontières des pays d'Europe occidentale ?

Ces révélations sont dûment vérifiables, commentées large-

ment. Pourquoi n'en retrouve-t-on jamais trace dans les colonnes de l'« Humanité » ?

Certes, on a bien vu fleurir sur nos murs, peu avant les législatives de mars 1978, des affiches du PCF proclamant « Ni Washington, ni Bonn, ni Bruxelles, ni Moscou, indépendance nationale ! ». Mais que viennent faire Bruxelles et Bonn dans cette affaire, si ce n'est pour noyer le poisson et cacher les vrais responsables des menaces qui pèsent sur notre indépendance nationale derrière un écran de fumée ?

Et pourtant, nombreux sont les travailleurs, y compris des militants du PCF, qui considèrent aujourd'hui l'URSS comme une puissance impérialiste qui rivalise à l'égal avec les USA pour la domination du monde, comme un danger réel pour l'indépendance des peuples et la paix à laquelle ils aspirent tous.

Annie BRUNEL



REPORTAGE DANS LES VOSGES

Une situation difficile mais des luttes toujours plus nombreuses

De nos envoyés spéciaux Yves Lepic et Bernard Novion.

La restructuration bat son plein

Situés dans la région lorraine, les Vosges regroupent une population de 450 000 habitants. Il y a 168 000 actifs dont 143 000 salariés. Jusqu'à ces derniers mois, les Vosges c'était la forêt, des pistes de ski, le lac Gérardmer, le tourisme en quelque sorte. On y parlait peu ou pas des ouvriers, de leurs luttes, des difficultés des gens à vivre.

Puis, il y eut Boussac et le plan Petit, puis la mise en règlement judiciaire. Entre temps, il y avait eu la manifestation d'Épinal avec 15 000 personnes. Alors, pendant quelques temps, on a parlé des Vosges et des Vosgiens, ces gens si « calmes » qui commencent à se réveiller malgré tout ce qu'on dit et on en dit des choses. Pour voir, nous sommes allés sur place, nous avons rencontré des syndicalistes, de simples gens, un gréviste de la faim à Épinal qui entendait par là protester contre la dictature en Argentine. Partout la mine des gens est grave. On attend.

LE CONTEXTE GÉNÉRAL

Sur les 143 000 salariés, 29 000 vivent directement du textile, de l'habillement, du travail des étoffes, ce qui représente 85 % des effectifs globaux de la région lorraine. Et 2 000 licenciements chez Boussac, ou plus, c'est la catastrophe pour le département. La crise du textile a commencé, il y a 25 ans, en Lorraine. 7 000 emplois ont été supprimés depuis 1968

EXODE RURAL

L'agriculture est touchée aussi. L'exode rural était déjà intense mais il ne fait que s'accroître. De 1968 à 1975, 40 % des travailleurs

de la terre ont disparu dans les Vosges. Ils sont tombés de 23 060 à 14 255 personnes.

Il y a aussi l'industrie du bois qui emploie 9 400 personnes. Il s'agit de petites et moyennes entreprises : des scieries en général. Le bois dans les Vosges, c'est 280 000 hectares de forêts (46 % de la surface du département est occupé par la forêt). Les industries liées au bois sont principalement les papeteries. A l'heure actuelle, la pâte à papier est importée d'Allemagne, de Suède, et du Canada. Il n'y a pas d'usines de pâtes à papier dans les Vosges. La seule papeterie qui tourne relativement sans problèmes, c'est-à-dire où on ne parle pas licenciements, c'est celle d'Étival. Aux Châtelles, à côté de Raon-l'Étape, on chôme une semaine sur quatre en moyenne. Et on parle de restructuration du secteur bois-papier-carton, avec son cortège de licenciements. De graves menaces pèsent sur Leydrieh qui fabrique les châlets.

Et puis il y a le secteur du cuir et de la chaussure qui est touché. Une usine avait ouvert à Saint-Maurice fin 1976 (pré-campagne électorale des municipales), elle a fermé, début 1978, juste le temps d'empocher indemnités et fonds publics.



A Moyenmoutier, cette usine Boussac va fermer.

A Raon-l'Étape, chez AMC dont une partie des ouvriers viennent d'Amos et de Dany, on chôme et il y a des menaces de fermeture. Chez La Voivre à Saint-Michel sur Meurthe, l'usine a fermé.

DES MENACES

Enfin, la bonneterie subit aussi une crise ou plutôt ce sont les travailleurs qui en font les frais. C'est Amos à Raon-l'Étape qui a fermé au début de l'année 1977 et où la lutte a duré 10 mois. C'est aussi Mail-Création à la Petite Raon. C'est encore Trico-Net à Rupt sur Moselle. Des menaces pèsent lourdement chez Lehmann-rrères. A la Colroy, rien ne va bien. Une partie du potentiel a été restructuré, on y fabrique des bateaux désormais.

Toutes ces fermetures d'usines sont bien le fait de la volonté de restructurer les entreprises pour les rendre plus compétitives. Et dans tous les cas, ce sont les travailleurs qui trinquent.

La vie de tous les jours

Pour les ouvriers, la journée commence de bonne heure. Comme des vallées entières, Celles par exemple, où, en 1962, l'usine Cartier-Bresson a fermé jetant 1 300 personnes à la rue, se désindustrialisent, il faut se déplacer en bus ou en train pour aller travailler. Il faut se lever à 3 h ou 4 h ou un peu plus tard, attendre le bus, le prendre et après le boulot, même tabac.

travaillez à la Coplac, à Quieve-la-Parière et qu'il a néigé, les routes ne sont pas praticables alors il faut y aller à pied ou avec sa voiture si on en a une, avec des chaînes, et les routes ne sont pas larges (vous pouvez nous croire), alors, pas de fausses manœuvres si nous ne voulez pas attendre des heures, bloqué dans la neige.

Et les hôpitaux, parlons-en des hôpitaux ! Celui de Raon, il est fermé : pas assez de profits, qu'ils disaient ! Alors, il faut aller à

Saint-Dié, à 26 km de là. Et si vous habitez la vallée de Celles, à la Trouche, à Pierre-Percée et à Celles-sur-Plaine, rajoutez-en 10 de plus. Alors, faut pas être gravement malade, ni en urgence ou alors il faut le téléphone et tout le monde n'a pas le téléphone.

Et les ballades en forêt. Avant, disent les gens les plus âgés, on pouvait y aller comme on voulait, mais maintenant qu'ils exploitent industriellement la forêt, ils construisent des routes

de 7 mètres de large ! Et puis les militaires sont tout le temps en manœuvres si bien que, quand vous coupez votre bois, des fois vous ne pouvez même pas y aller, on vous en empêche, et le pire, c'est qu'ils ne préviennent personne, si bien que vous ne pouvez même plus aller couper votre bois ; on vous en empêche. Et pire, personne n'est prévenu quand ils font leurs manœuvres.

Et ce n'est qu'un aperçu des difficultés et des tracasseries.

QUELQUES RAPPELS

En 1976, il y avait eu une manifestation de paysans à Épinal où un paysan avait été tué à coups de casque par les gardes-mobiles (il s'agit de Boyer). Et puis, il y a les « Montefibre » à Saint-Nabord qui ne veulent pas qu'on les oublie.

Un jour, les paysans n'étaient pas encore arrivés. Alors, ils sont allés à Épinal, ils ont manifesté, ils ont mis le feu à des pneus devant la préfecture à cinq mètres des portes vitrées et ils ont été payés.

Et puis, il y a eu la lutte contre la fermeture d'Amos à Raon qui a duré dix mois. Il y a eu des manifestations, des meetings dont un a ras-

POURTANT, ON LUTTE

Il ne faudrait pas que le tableau que nous dressons de la situation des Vosges laisse sous-entendre qu'il ne s'y passe rien. Il s'y passe des choses fort intéressantes, bien au contraire.

Dans les Vosges, on lutte à Nicolas Caimant depuis cinq mois contre 158 licenciements, on lutte chez Playtex contre le licenciement d'une déléguée CGT qui aurait, selon le directeur, fait courir des informations comme quoi la boîte fermerait.

On a commencé à lutter chez Chague : deux heures de débrayage. Et comme nous l'a dit un responsable syndical CFDT de Nicolas Caimant : « Notre expérience, nos moyens de tirage sont au service des "Chague" et des "Didier" ».

Et puis trois boîtes sur le même coin, ça permet de mobiliser davantage qu'une seule ; ça renforce les possibilités de lutte.

LUTTES SPONTANÉES

Dans les vallées, on lutte aussi : dans celle de Rabodeau par exemple. Le 4 novembre 1977, il y a eu le blocage de la Nationale 59 du Rabodeau, au col de Hantz (19 km). Et il y a eu une manifestation. Et les flics, ils ont bien failli se faire taper dessus. Il y a eu aussi la marche Senones-Saint-Dié (25 km) pour protester contre les suppressions d'emplois.

Et il y a les Boussac aux réactions spontanées, imprévisibles, avec des hauts et des bas, qui s'éveillent lentement. Une militante CFDT que

Il y a peu de syndicalisation dans le département des Vosges. A cela, plusieurs raisons. D'abord, il n'y a pas beaucoup de traditions ouvrières, peu de concentrations ouvrières (petites et moyennes entreprises). Ensuite, les gens sont réservés à l'égard des syndicats, par ce que d'abord il y en a plein - CGT, CFDT, FO, CFTC - et qu'ils passent leur temps à se battre entre eux.

Les gens aspirent à l'unité et quand elle se réalise sur une base juste, alors ils viennent manifester. Il y a aussi l'« emboussacment » dont nous parlons ci-dessous qui laisse encore des traces. Et puis,



La grande manifestation d'Épinal qui a rassemblé 15 000 personnes.

« Ça va changer quoi ? ».

les gens sont un peu défaitistes : « A quoi ça sert ? ».

Glutz à Nancy, Nicolas-Caimant à Cornimont - les sections CFDT.

Evidemment, les divisions, les querelles CGT-CFDT ne facilitent pas l'unité des travailleurs, ce qui est quand même préjudiciable pour assurer la victoire contre les patrons.

LES DIRECTIONS SYNDICALES

UN PERMANENT MAL VU PAR SA BASE

Si la CFDT-Hacutex a une attitude combative, par contre l'attitude de la direction régionale CGT pourrait se décrire ainsi : unir tout le monde contre Barre, Ceyrac et Giscard, y compris le patron Boussac des Vosges, s'il veut sauver l'usine (pas les travailleurs !) (Voir le texte du permanent CGT que nous citons dans l'article intitulé : « Pourtant, on lutte »).

Il ne s'agit pas de présenter une situation telle que la CFDT apparaisse jolie et la CGT moche, car en général les syndiqués CGT sont très combattifs (on l'a bien vu à Épinal, le 26 mai).

Apparemment, l'attitude du permanent CGT, par exemple, pose beaucoup de problèmes aux militants CGT qui, souvent, ne veulent plus le voir : à Amos, ça a été le cas.

Et les militants et adhérents CGT aspirent à l'unité comme tous les travailleurs. L'attitude de leur permanent les écœuré bien des fois : il se ballade partout, semant le désarroi.

En fait, ce ne sont pas les sections combattives qui dirigent les luttes, mais c'est lui qui vient et impose sa façon de voir les choses, ce qui est pour le moins opposé à la voie de la lutte résolue. Bien sûr, cette attitude n'est pas faite pour encourager ceux qui en veulent, c'est le moins qu'on puisse dire !

Un gros problème

«L'emboussacment»

On ne peut parler de la lutte chez Boussac sans évoquer les difficultés que cela représente. Lutter ce n'est pas facile à cause du contexte de l'entreprise. Il existe encore chez de nombreux travailleurs « l'esprit Boussac ».

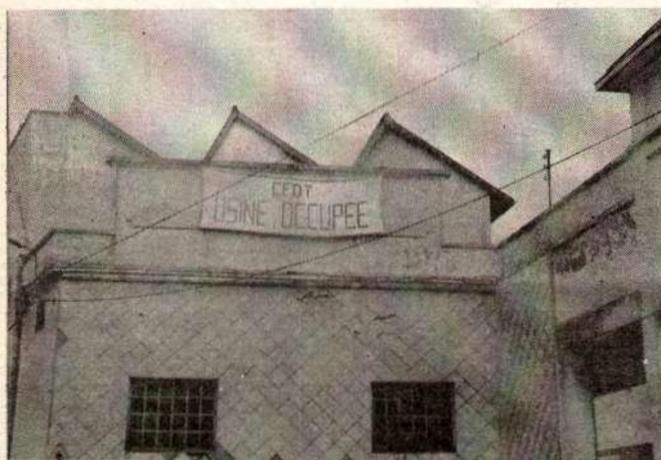
Pour expliquer cet « emboussacment », il faut voir ce que représente Boussac dans les Vosges. Prenons, par exemple, la vallée du Rabodeau, de Moyenmoutier à la Petite-Raon (sur une dizaine de kilomètres), Boussac cela représente 50 % des emplois textiles de la vallée et les emplois totaux du textile repré-

sentent 44 % de la population active de la vallée. On naît et on meurt « Boussac », à Moyenmoutier et Senones, on naît à la maternité Boussac, on fréquentait et on fréquente encore l'école Boussac, on allait et on va encore au centre d'apprentissage Boussac, on travaille à l'usine Boussac, on finit ses jours dans la maison de retraite Boussac, on est enterré aux frais de Boussac. Pour l'année 1977, Boussac a fourni aux nouveaux-nés 582 layettes (cadeau).

Et puis, il n'y a pas que ça : Boussac, c'est

aussi 2 200 logements (des cités et des HLM), 12 colonies de vacances. Et puis, il y a les neuf crèches Boussac (les seules du département) où sont accueillis des enfants venant d'ailleurs.

Alors tout ça, ça pèse sur les ouvriers. Ça joue dans la prise de conscience. En plus du poids idéologique que ça représente, les gens sont liés matériellement à Boussac et cela ne favorise pas les luttes. Si vous perdez votre emploi, vous pouvez perdre votre logement, etc. Ça permet aussi les bas salaires.



A Nicolas Caimant, on lutte depuis cinq mois.

gaphone par les syndicats aux élus municipaux pour qu'ils arrêtent la réunion et viennent informer les travailleurs. Personne ne vient, alors ni une, ni deux, tout le monde rentre. On ne trouve plus M. Petit, disparu, évaporé dans un coin (près des W.C.).

C'est alors que Laroche, un permanent CGT, peu apprécié des travailleurs qui nous en ont parlé, a déclaré : « Vous voulez voir

M. Petit, vous avez eu en face de vous la direction qui est là pour informer. Elle n'est pas responsable. Ce sont des salariés comme vous (cris !). Si leurs salaires sont supérieurs aux vôtres, c'est un autre problème. Le groupe Boussac est viable. Il a un parc

ment qu'on a retrouvé Petit, sans ça Laroche passait un sale quart d'heure ». L'attitude de ce permanent est totalement contraire à l'esprit de lutte qui anime de nombreux travailleurs de la CGT que nous avons vus manifester avec force à Épinal, le 26 mai, et

de matériel neuf. Le folklore a assez duré. C'est par nos luttes que nous réglerons le problème, le 12, à Paris. » (D'après « L'Est républicain » du 11 mai).
« Les gens ont coincé Laroche dans un coin et l'ont pris à partie : "Quoi, un travailleur comme moi, un mec qui gagne 6 millions par mois ? Ça va pas !" Et les tons montent, heureuse-

qui étaient unis avec tous les autres travailleurs.

QUELLE PERSPECTIVE ?

Mais depuis, le mouvement est retombé chez Boussac. La paye de mai a été assurée par les Assedic. Mais les vacances approchent et c'est toujours pendant les vacances que les patrons font les sales coups et, mobiliser les travailleurs pendant les vacances, ce n'est pas facile.

Contre l'aggravation des mesures visant les immigrés

Une riposte qui devient très pressante

Dans notre numéro d'hier, nous avons vu que le gouvernement s'apprête à restreindre la construction du nombre des logements destinés aux travailleurs immigrés. Le ministre des expulsions, le triste Stoléro, a rendu publiques, il y a quelques jours, de nouvelles mesures qui constituent de graves menaces pour les travailleurs immigrés. Elles vont, bien sûr, dans le sens de la politique d'expulsion et du développement des discriminations et du racisme à l'encontre de ces travailleurs.

Ces trois mesures sont les suivantes :

— 1) A partir du 1er juillet 1978, les redevances, autrement dit les loyers des foyers immigrés, seront augmentées de 6,5%. Cette augmentation intéresse, en premier lieu, les foyers Sonacotra. Elle entre dans le cadre de la libération des prix et va donc directement à l'encontre de la revendication des résidents Sonacotra qui, depuis trois ans, sont en grève pour que les loyers soient diminués de 100 F, entre autres choses.

— 2) Pour faire passer la pilule, une « aide » transitoire au logement réduira

cette augmentation au maximum à 4,9% pour les travailleurs gagnant moins de 2 150 F par mois. En fait d'aide, cette diminution de l'augmentation est plutôt un élément de division. Elle est tellement minable qu'elle ne portera que sur quelques dizaines de francs. De plus, elle est très momentanée. Enfin, même pour les travailleurs qu'on prétend aider, les loyers seront augmentés de 5% pratiquement.

— 3) Enfin, et c'est là que ces mesures prennent leur signification véritable, Stoléro a indiqué que tous les résidents qui ne s'acquitteraient pas de la re-

devance, du loyer pourraient être l'objet de saisies-arrêts sur salaires ou d'expulsion. Il n'est pas question de passer l'éponge sur les loyers non-payés depuis trois ans, a-t-il dit.

Il est évident que Stoléro, le sinistre, se fout du monde. L'un des premiers problèmes des travailleurs immigrés est justement le logement. La plupart vivent dans des taudis pour lesquels ils paient des loyers exorbitants.

Il s'agit donc d'une aggravation des menaces contre les travailleurs immigrés. D'autre part, le sinistre Stoléro a trouvé qu'il était aberrant que les 200 millions de francs que représente la gestion de foyers, absorbent près de la moitié des ressources du fonds d'action sociale (FAS) au détriment d'autres activités en faveur de l'ensemble de la population immigrée.

L'« effort » en faveur du logement de ces travailleurs n'est pas aberrant, il est au contraire bien trop faible. Cet argument vise à justifier, comme nous l'avons vu hier, la restriction dans la construction de tels logements.

RENFORCER ET ÉLARGIR LE SOUTIEN

Le soutien à la lutte des résidents de la Sonacotra est plus que jamais impératif. Les menaces se précisent. La date du 1er juillet n'est pas choisie au hasard. Il faut renforcer l'information sur la politique raciste du gouvernement, il faut s'apprêter à faire échouer toute expulsion, il faut s'opposer aux augmentations. Développons encore plus largement notre soutien. C'est une condition nécessaire pour faire échouer les mesures Stoléro.

Henri MAZERAU



Logements des établissements Déhé (Dijon) - 1978.

DES LETTRES RECOMMANDÉES SONT ARRIVÉES DANS PLUSIEURS FOYERS SONACOTRA de la région parisienne depuis lundi. Elles assignent à payer dans 8 jours l'arriéré de loyers (plus d'un million de centimes) depuis septembre 1975.

Il y a des menaces de poursuites judiciaires et d'exclusion des foyers pour ceux qui ne payeraient pas. Stoléro passe à l'action.



Grève d'enseignants en faveur d'une institutrice

Les enseignants de Cholet (Maine-et-Loire) appartenant à la Fédération nationale de l'Éducation (FEN) ont appelé mercredi leurs adhérents à manifester vendredi « par solidarité avec une institutrice condamnée pour n'avoir pas dénoncé des élèves coupables de vol dans son établissement ».

Dans un communiqué, les enseignants de la FEN, soutenus par les parents d'élèves de la Fédération Cornec, affirment : « Nous ne placerons jamais la délation au rang de méthodes pédagogiques ». L'institutrice a été condamnée à 600 F d'amende pour avoir refusé de communiquer le nom de plusieurs élèves de l'école primaire de La Bruyère, à Cholet, coupables du vol d'un électrophone et d'un magnétophone en octobre 1977.

L'enseignante avait fait appel du jugement du tribunal de grande instance d'Angers rendu le 24 mai dernier.

Un film à ne pas manquer :

« Promenade au pays de la vieillesse »

Ce film a été tourné en 1974 par la télévision suédoise. La nôtre refuse de le passer intégralement : il serait trop « choquant ». Quand vous saurez qu'il comporte notamment une enquête sur l'hospice de Nanterre, dont toute la presse a récemment parlé, vous saurez aussi pour qui ce film est choquant. Il passe cependant à Paris, mais dans une seule salle : « 14 Juillet Parnasse », 11, rue Jules Chaplain (6e) - Métro : Vavin. Séances à 14 h 30 - 16 h - 17 h 30 - 19 h - 20 h 30 - 22 h - Tél : 326 58 00).

Le point de la grève à l'hôpital St-Anne

Au trentième jour de grève le moral ne faiblit pas. Tous les jours 300 à 350 personnes participent aux assemblées générales. Après avoir subi les menaces de réquisition, les tentatives de suppression de salaire, le matraquage de la police dans le bureau du directeur, l'ensemble des grévistes est plus déterminé que jamais.

La démission du directeur est demandée : « On ne peut plus tolérer un directeur qui nous a envoyé les flics » disent les grévistes. Des messages de soutien et de solidarité arrivent de

partout.

Un acquit déjà de la grève, qui s'est fait jour au cours de la lutte c'est la participation de non syndiqués et d'élèves avec pouvoir de décision en intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC.

L'administration recule car jusqu'ici, à tous les niveaux, personne ne voulait entendre les revendications d'augmentation des effectifs, de la titularisation des auxiliaires, la prime de 250 F, etc.

Au bout d'un mois de grève la direction régionale

de l'action sanitaire et sociale accepte des négociations, mais là aussi les grévistes sont vigilants car ce sera des négociations à chaud et il n'est pas question d'accepter des miettes.

Le problème de la coordination des hospitaliers en lutte apparaît de plus en plus comme nécessaire. Les sections syndicales ont envoyé des lettres aux hôpitaux. Des délégations syndicales ont fait le tour de ceux de Paris. Mais ce n'est pas suffisant. Ce qu'il faut comme l'ont dit plusieurs en assemblée générale, c'est que les fédérations syndica-

les jouent leur rôle et prennent en charge la solidarité militante.

Le dernier piège de la direction est d'avoir fait une proposition de négociation en conseil paritaire : organisme uniquement consultatif. Les organisations syndicales ont refusé cette négociation bidon. Les grévistes ont besoin du soutien de tous les hôpitaux de Paris et d'ailleurs et appellent la population à venir les voir à l'hôpital ; il y a une exposition photo.

Le mot d'ordre des grévistes est : Nous voulons, nous aurons satisfaction.

Grève, jeudi, du personnel technique d'Orly

Les mécaniciens de piste et le personnel chargé de l'entretien de l'aéroport d'Orly sont appelés à cesser le travail jeudi pour une durée de 24 heures à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC.

Ce mouvement qui concerne environ 500 personnes a pour but d'obtenir la « revalorisation de leurs qualifications respectives », notamment une augmentation de salaire.

Cette action risque d'entraîner de légères perturbations pour les compagnies assistées de l'aéroport. « Air France » et « Air Inter » ne seront pas touchées par ce mouvement.

Le film « Harlan County USA » de Barbara Kopple qui raconte une grève de 13 mois dans une mine américaine sera projeté :

Judi 15 juin à 20 h 30
à Saint-Avoid (Maison des jeunes et de la culture)
Vendredi 16 juin à 20 h 30
à Forbach (Salle des fêtes)
Samedi 17 juin à 15 h
à Creutzwald (Foyer du Centre)
Samedi 17 juin à 20 h 30
à Merlébach (Centre d'animation culturelle)
Dimanche 18 juin à 15 h
à Ecrehange (Salle Mjouzaia)

Après chaque séance, débat animé par le Cli-sact-Lorraine qui mène actuellement une enquête sur la silicose et les conditions de travail dans les mines de charbon du bassin de Lorraine.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine**Avoir des chercheurs scientifiques de haut niveau**

Développer son industrie, son agriculture pour devenir un État socialiste prospère et améliorer le bien-être du peuple, voilà l'objectif que la Chine veut atteindre d'ici une vingtaine d'années. Les camarades chinois que nous avons rencontrés nous ont expliqué combien la modernisation de la science et de la technique étaient indispensables pour cela. D'ailleurs venait de se tenir la conférence nationale sur les sciences. Partout nous avons constaté les efforts qui étaient faits à ce sujet et aussi l'obstacle qu'avait constitué, la politique préconisée par la bande des Quatre. Nous en donnerons aujourd'hui trois exemples.

L'institut botanique de Canton

L'institut botanique de Canton a été créé en 1958 et, depuis cette année, il est directement dirigé par l'Académie des sciences de Chine (1). Le responsable de l'institut nous explique que la tâche principale est d'étudier les races botaniques de la Chine du Sud et d'essayer de faire des transplantations d'espèces. Il existe une dizaine de « stations d'expérimentations ». Palmiers, cyprès, pins, orchidées, bambous, bois odoriférants, plantes médicinales : des recherches particulièrement avancées portent sur la croissance de ces arbres, sur les plantes oléagineuses et les plantes antipollution.

L'institut est très jeune et dans le monde beaucoup d'instituts botaniques ont plus de 100 ans ; aussi le responsable nous invite à lui dire toutes les

insuffisances que nous pourrions constater durant notre visite. Il nous explique ensuite : « De 1968 à 1972, l'institut a été fermé à cause de Lin Piao et des Quatre. Le travail d'expérimentation en laboratoire a été interdit, notre travail de recherche qui n'était pas avancé est devenu encore plus arriéré » ; Lin Piao et les Quatre disaient qu'on n'avait pas besoin de recherche scientifique.

« Comment ont réagi les travailleurs de l'institut à la fermeture en 1968 ? »

« La plupart des chercheurs pensaient que la recherche était indispensable. Au début de 1970, les partisans des Quatre voulaient couper des arbres des « stations expérimentales » pour disaient-ils, construire des maisons, les travailleurs de l'institut et des ouvriers des environs s'y sont opposés farouchement. Les plantes et les arbres ont été protégés et soignés mais la recherche s'est arrêtée car la plupart des chercheurs avaient été mutés ailleurs ». Nous avons également retenu ceci : en 1972, quand le comité du parti a fait réouvrir l'institut, les partisans des Quatre traitaient ceux qui voulaient faire des recherches en laboratoire d'être à contre-courant des directives du parti. Sous prétexte de faire de la recherche à portes ouvertes, les Quatre préconisaient que les chercheurs aillent à la campagne ou à l'usine, ils ne pouvaient plus faire leur travail de recherche. Depuis leur défaite l'institut opère un véritable redémarrage de la recherche scientifique, les scientifiques pourront consacrer au moins cinq sixième de leurs heures de travail à leurs activités spécifiques.

Le comité de parti assure la direction politique de l'organisme de recherche, il planifie les programmes et doit créer les conditions nécessaires au bon travail des scientifiques ; l'activité scientifique est confiée à un directeur. Les camarades du comité de parti doivent écouter les avis des spécialistes dans l'estimation des résultats et la planification, ils doivent faire comprendre aux scientifiques le rapport entre leur activité professionnelle et l'objectif des quatre modernisations. Les cadres du parti doivent s'initier aux connaissances scientifiques pour maîtriser les lois du travail scientifique.

(1) L'Académie des sciences de

Chine est le centre d'étude de l'ensemble des sciences de la nature, après une réorganisation en 1977, elle impulse de nouveau une recherche scientifique planifiée et centralisée.

«Que cent écoles rivalisent»**L'école de sourd-muets de Canton**

Il s'agit d'une école qui accueille 300 enfants sourd-muets, 90 personnes s'occupent d'eux, il y a des médecins et des enseignants puisque, entre les soins, les enfants apprennent la



Une salle de la bibliothèque de l'université de morale à Pékin. Elle forme les enseignants des écoles secondaires. Il faut, avant 1985, généraliser l'enseignement secondaire dans les villes et l'enseignement secondaire du 1er cycle dans les campagnes.

grammaire, les noms, les adjectifs, enfin on essaye de leur faire acquérir un vocabulaire large et varié selon leur état de guérison.

A peu près 70 % des enfants retrouvent l'usage de la parole ou de l'ouïe à des degrés divers. La recherche se situe ici à deux niveaux, au niveau pédagogique et



On se prépare pour la visite du parc de l'institut botanique de Canton. A droite, le responsable de l'institut.

au niveau des soins médicaux, ces soins relevant essentiellement de l'acupuncture.

Dans cette école, les quelques partisans de la bande des Quatre ont développé deux conceptions, toutes deux aussi fausses l'une que l'autre, parce que unilatérale et dogmatique. Soit ils disaient que l'acupuncture pou-



A l'école des sourd-muets de Canton. Cet enfant se fait faire un point d'acupuncture au poignet. Avec son doigt, il signale au médecin si celui-ci a touché le point sensible.

Il participera, quelques minutes plus tard, à la petite scène dont nous parlons.

Il faut soigner tous les sourd-muets quand l'école remportait des succès, soit ils rejetaient totalement l'acupuncture parce qu'elle s'avérait inefficace devant certains cas. Ils ont même été

pique elle-même et convainc l'enfant qui accepte de se laisser soigner par l'acupuncture. A la fin de la scène, il parle, il est guéri. Ces enfants en chantant et en dansant nous ont raconté leur propre histoire : ne sont-ils pas le résultat vivant de la politique « que cent écoles rivalisent ».

Le responsable de la bibliothèque municipale de Shanghai nous a dit :

« La bibliothèque est spécialisée dans la recherche scientifique et technique. La bande des Quatre disait que la bibliothèque n'était pas au service des larges masses, des ouvriers, des paysans et des soldats, ils disaient qu'elle n'était qu'au service des intellectuels. La bibliothèque s'était abonnée à de nombreuses revues et journaux étrangers et la bande des Quatre disait : « Vous pratiquez une ligne servile devant l'étranger, une ligne escarrotique qui se traîne en arrière. » Le nombre des techniciens et des intellectuels qui venaient à la bibliothèque pour consulter des revues étrangères diminuait de jour en jour, ils avaient peur de se faire critiquer. Tchoung Tchoung-kiao disait que dans la bibliothèque, il n'y avait que deux petites salles qui pouvaient servir le peuple, tout le reste des livres était défavorable à la population. Dans notre bibliothèque on compte 6 millions et demi de livres, la bande des Quatre a encouragé certaines personnes à venir brûler des livres ; les employés de la bibliothèque se sont fermement opposés à cela. Des gens se sont organisés pour la défense de la bibliothèque, ils restaient dans les salles jour et nuit. Nous pensons que si des livres ne sont pas très bons dans cette bibliothèque, cela permet à la population de découvrir les ennemis et que ce n'est pas en les brûlant que le peuple s'éduquera.

Depuis la chute des Quatre, la bibliothèque a connu un nouvel essor. 2 000 personnes viennent chaque jour consulter des livres.

Jacques LALANDE

EN DÉCEMBRE 1976 APRES LA MORT DE MAO TSE-TOUNG UNE DÉLÉGATION DE COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DIRIGÉE PAR JACQUES JURQUET SE RENDAIT EN CHINE

Le récit de voyage est toujours disponible sous forme de brochure

«La Chine reste rouge»

Prix 5F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à l'ordre d'APN-Éditions BP 279 75 866 PARIS Cédex 18

OPÉRATIONS « PORTES OUVERTES » DANS LES CHANTIERS NAVALS

La Fédération de la métallurgie CGT informe que dans le cadre de l'opération « Portes ouvertes » lancée du 16 au 18 juin dans la construction et la réparation navale par la CGT, la CFDT et la CGC, des arrêts de travail et des rassemblements auront lieu dans les chantiers de la Seyne, de Saint-Nazaire et de Marseille.

RECONDUCTION DE LA GREVE AU SERVICE DE L'EMBOUTEILLAGE DES EAUX DE VICHY

Vichy, 14 juin : Les employés du service de l'embouteillage de la Compagnie fermière de Vichy (170 personnes), en grève depuis lundi, ont décidé, mercredi, de reconduire le mouvement pour 24 heures.

Les grévistes, (90 % du personnel), demandent notamment une augmentation horaire de 1 F 20 en 4 paliers et une 5e semaine de congés payés.

APRES L'AGRESSION DE PAIMPOL : DÉPART DU PREMIER RHP

Paimpol, 14 juin : Les 120 hommes du premier régiment de hussards parachutistes de Tarbes, affectés à la lutte contre la marée noire, ont quitté Paimpol (Côtes-du-Nord) mercredi matin. Leur rappel avait été demandé la veille par la municipalité à la suite de l'agression d'un jeune Ivoirien par des militaires de cette unité.

Monsieur Denis Coulibaly, 25 ans, élève à l'école nationale de la Marine marchande de Paimpol, et l'un de ses camarades, Monsieur François Roche, 19 ans, avaient été agressés dimanche soir à la sortie d'un restaurant par une dizaine de militaires parmi lesquels se trouvait un officier. Les deux victimes avaient porté plainte lundi soir.

Le procureur de la République de Saint-Brieuc a précisé mercredi que la plainte des jeunes gens portait seulement sur « coups et blessures légères » n'ayant pas entraîné d'interruption temporaire de travail, les injures racistes n'ont pas été retenues. Ce qui est un scandale.

La préfecture de Saint-Brieuc a indiqué pour sa part que la mesure de rappel demandée par la municipalité de Paimpol, en raison du « comportement général des parachutistes vis-à-vis de la population », avait été prise dans un « souci d'apaisement ».

L'abrutissement des appelés, l'encadrement ouvertement raciste propre aux parachutistes est la cause de tous ces événements.

ARRIVÉE A MEXICO DE 3 DES 13 PERUVIENS EXILÉS EN ARGENTINE

Mexico, 14 juin : Trois des treize Péruviens exilés le 25 mai vers l'Argentine sont arrivés à Mexico en provenance de Buenos-Aires dans la nuit de mardi à mercredi, apprend-on mercredi à Mexico.

Il s'agit de José Luis Alvarado, un des directeurs de la Confédération nationale agraire - dissoute le 31 mai dernier - et membre du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), de Ricardo Díaz Chavez, directeur de la Fédération des mineurs et de la métallurgie du Pérou et candidat du parti « Unité démocratique » à l'élection de l'assemblée constituante (prévue pour le 18 juin), et de Humberto Damonte, directeur de la revue « Narka ».

Les trois exilés ont signalé que pendant leur séjour en Argentine, ils avaient été maintenus au secret.

RENAULT : A FLINS, ON CONTINUE A DOUAI, LA RÉPRESSION

Les ouvriers grévistes occupaient toujours, jeudi matin les ateliers des grandes presses de l'usine Renault de Flins, selon les syndicats, ils représentaient environ 95 % de l'effectif de chaque équipe.

La direction de la Régie Renault déclare mercredi dans un communiqué que « Si les presses de Flins demeurent bloquées, il faut s'attendre à ce que, dans un délai relativement bref, la régie se trouve dans l'obligation de suspendre l'activité de plusieurs milliers d'ouvriers à l'usine de Flins ». Toujours des menaces pour tenter de diviser les travailleurs entre eux.

Douai : les débrayages ont eu lieu, mercredi, dans divers ateliers de l'usine Renault, après la décision de la direction de procéder au licenciement d'un militant CGT, secrétaire adjoint du comité d'entreprise.

D'autres sanctions pourraient être prises contre d'autres militants.

D'autre part, les ouvriers de l'usine ont fait circuler une pétition réclamant la levée des sanctions qui a, selon les syndicats, rassemblé 2 000 signatures.

La « démocratie tranquille » de Giscard c'est :

- Les CRS à Renault
- Le blocage des salaires aux arsenaux
- L'expulsion des immigrés

(Suite de la page une)

Passons maintenant aux mesures concrètes. Giscard souhaite que Barre s'entretienne avec les leaders de tous les partis bourgeois sur le financement par l'État (mais en fait par les millions de contribuables) de ces mêmes partis.

LE FINANCEMENT DES PARTIS

Parlant du caractère clandestin du financement de ces partis, il estime le moment venu de proposer un mode régulier de financement. Selon lui, ce système pourrait se fonder sur les résultats des élections au suffrage universel. Des magistrats de la Cour des comptes veilleraient à ce que les dépenses soient bien affectées au financement des locaux, personnels et matériels administratifs. Il souhaite que ce système soit mis en place à partir du 1er janvier 1980.

N'est-ce pas là, en vérité, de la plus grande hypocrisie ? Qui peut croire que Dassault, Hersant ou Ricard vont arrêter de subventionner leur parti favori (en sous-main, bien entendu) ? Les gros capitalistes savent bien où placer leur argent. Donc, en fait, ces « grands partis » (du RPR au PCF) auront une double subvention : une officielle et une clandestine. Que les travailleurs financent les partis de Giscard-Chirac, il fallait y penser !

L'OUVERTURE A GAUCHE

Plus que jamais, Giscard cherche à rallier les leaders du Parti socialiste à sa politique. Comme on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, il leur offre une tartine de confiture : le droit de réponse au gouvernement pour les partis « d'opposition ». Se référant à ce qui est pratiqué en

Grande-Bretagne (où « conservateurs » et « travaillistes » sont tour à tour à la tête de l'État), la règle serait la suivante : lorsque le Premier ministre ou un membre du gouvernement s'exprime conformément aux textes qui lui donnent la faculté de le faire par l'intermédiaire des mass-média, l'opposition disposera sur la même chaîne, s'il s'agit de la télévision, ou sur le même instrument, s'il s'agit de la radio, d'un droit de réponse dans un délai de 48 h dont le temps sera égal à celui de la communication gouvernementale. Ce temps sera réparti entre les différentes formations de l'opposition en fonction de règles qu'il reste à établir.

René Andrieu, rédacteur en chef de l'« Humanité », a soulevé la question de « l'absence » de journalistes, officiellement membres du PCF, au sein de la radio et télévision françaises. Gis-

card, très friand de l'« ouverture » (vu la déconfiture de l'ex « Union de la gauche »), lui a répondu : « Je me suis préoccupé de cette situation (...). Je considère qu'il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait pas de journalistes communistes dans les grands moyens d'information. Ce n'est pas un motif pour les écarter et il n'y a pas là un obstacle de principe. Ceci n'a pu encore être fait, mais je peux vous dire que j'ai demandé aux responsables de l'information que ce problème soit résolu ».

Va-t-on vers un compromis historique à l'italienne ? En ce qui concerne le bla-bla-bla giscardien sur le « plein emploi », la pratique de Barre est suffisamment éloquente (voir article page 3).

Sur la question de la « détente », nous en parlerons dans une prochaine édition.

La grève s'étend dans les arsenaux de l'Etat

(Suite de la page 1)

Il s'agit de l'application d'un décret pris en 1961 après une longue grève à l'arsenal de Brest qui garantissait aux 85 000 ouvriers de l'État une augmentation annuelle de leur salaire alignée sur celle de la métal-

lurgie parisienne. L'an passé, cette clause avait été suspendue dans le cadre du plan Barre. Elle a été renouvelée cette année.

La grève déclenchée mardi aux arsenaux de Brest s'est étendue ce mercredi à d'autres établissements de la Défense nationale, notam-

ment à Saint-Étienne, Clermont-Ferrand et dans la région bordelaise.

D'autres arrêts de travail de 24 heures sont prévus pour jeudi et vendredi, notamment à Bourges, Marseille, Toulon et Roanne.

Aujourd'hui jeudi, le personnel de Cherbourg (Man-

che) et Indret (Loire-Atlantique) sera consulté par les syndicats pour savoir quelle sera l'action envisagée. La grève générale sera sans doute décidée. A Cherbourg, il y a 4 200 personnes et à Indret 1 300.

Donc, contrairement à ce que certains ont tendance à affirmer pour justifier leurs courbettes devant les patrons, la lutte des travailleurs existe et elle est quand même massive même si elle a des limites.

Qu'après Renault, en même temps que la SPLI à Rennes, Fougères, La Laignière de Cambrai, de nombreux hôpitaux, les travailleurs des arsenaux de l'État entrent à leur tour en lutte est un élément de plus à ajouter à l'extraordinaire mécontentement populaire à l'encontre du plan Barre III.

Toutes ces luttes méritent tout notre soutien, une intense mobilisation de toutes nos forces non par spontanéisme mais bien justement parce qu'elles démentent les déclarations scandaleuses des Maire et Cie qui trouvent la mobilisation insuffisante. Si tous ces travailleurs sont en lutte ce n'est en tout cas pas grâce à ceux qui déterminent depuis leurs bureaux les grèves soupapes, les grèves bidons, les manifestations-promenades.

Création d'un comité de soutien aux liftiers du Meurice

Un comité de soutien aux trois liftiers de l'hôtel Meurice, licenciés pour avoir refusé de porter les valises d'officiers argentins, en mission à Paris, a été constitué.

Il a reçu l'adhésion du Parti socialiste, du PSU, des gaullistes de gauche et de la Ligue des droits de l'homme, et reste ouvert à tous partis et organisations sans distinction, ont déclaré les trois intéressés au cours d'une conférence de presse organisée mercredi par le « Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football ».

Les liftiers ont expliqué que leur geste avait été « spontané ». A la vue des Argentins en uniforme, et en raison du régime prévalant en Argentine, ils ont ressenti leur présence comme une « provocation ».

Ils ont entrepris une démarche pour obtenir leur réintégration à l'hôtel, après de la présidence de la République. Il leur a été répondu que leur affaire serait examinée et que réponse leur serait donnée d'ici la fin de la semaine.

Les dirigeants du COBA, pour leur part, ont salué « le geste exemplaire » des liftiers de l'hôtel Meurice. Ils y voient la preuve de la

sensibilisation de l'opinion. 200 sections se sont créées à travers la France, 160 000 signatures ont été recueillies et continuent d'affluer, qui dénoncent le recours aux tortures en Argentine et réclament le boycottage du « Mundial ».

Le COBA n'entend pas ralentir sa campagne. Un meeting aura lieu samedi, de 18 h à minuit, au théâtre Paris-Nord (18e) en collaboration avec « Amnesty International », l'Association des familles des détenus et disparus en Argentine. Des médecins ont refusé d'assister au congrès de cancérologie d'Argentine.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs